

TEFAL :

DE QUOI

A PEUR

LA DIRECTION



TEFAL :

DE QUOI A PEUR LA DIRECTION ?



Ce jeudi 4 septembre, la visite de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, pour rencontrer les salarié-es et soutenir la CGT Tefal à la suite de la sanction de notre coordinatrice, Ouria Belaziz, s'est fait sous forte pression de la direction, qui :

- a interrompu notre conférence de presse ;
- a limité la durée de la visite et la taille de la délégation ;
- a filmé l'intégralité de la visite – au mépris total du droit à l'image de tou-tes.

Bien qu'ayant choisi de ne pas répondre à ces provocations, nous le réaffirmons : forte de son indépendance, la CGT ne cédera jamais aux pressions de la direction et défendra toujours les travailleurs et les travailleuses.

LES QUESTIONS QUI ONT VISIBLEMENT DÉRANGÉ LA DIRECTION :



Made in France, vraiment ?

Seb se vante d'incarner le « made in France ». Pourtant seuls 6 400 des 35 000 salarié-es du groupe travaillent en France... contre 11 000 en Chine ! **Ce sont les délocalisations qui détruisent nos emplois**, non pas les normes anti-pollution... et encore moins la CGT !



PTFE : quelle gestion des déchets et des fumées ?

D'après la direction, « les PTFE ce ne sont pas des PFAS et leur innocuité est prouvée », voilà les « éléments de langage » que la direction a martelé à la presse. Ce n'est pas l'avis des scientifiques, qui disent que les PTFE appartiennent bien à la famille des PFAS, et qu'à ce jour si les études manquent, ils disent que les déchets sont toxiques et ne se dégradent pas, que les PTFE sont dangereux.

Des informations sur le traitement des fumées et des déchets avec un renforcement des mesures de contrôle de l'exposition des salarié-es sont donc indispensables.



PFOA : quel suivi de l'exposition des salarié-es ?

Composants interdits car hautement cancérogènes, les PFOA ont été utilisés dans la fabrication des poêles jusqu'en 2012 (au moins). Mais le problème, c'est que les PFAS, sont comme leur nom l'indique, des polluants éternels. **La reconnaissance des maladies professionnelles se pose et cela nécessite un traçage des expositions : quelle gestion des déchets produits avant 2012 ? Quel suivi médical des salarié-es exposé-es ? Quels départs anticipés ? À ce stade, le travail n'est pas fait...**

C'EST EN PRÉPARANT L'AVENIR, QUE NOS EMPLOIS SERONT GARANTIS !

Les salarié-es n'ont pas à choisir entre leur emploi et leur santé. Garantir l'avenir de Tefal à Rumilly nécessite le développement d'alternatives aux PTFE qui, un jour ou l'autre, seront interdits. Les filières inox et céramique sont des pistes intéressantes, mais la direction a préféré développer la production majoritairement en Chine plutôt qu'en France ! Protéger notre industrie du dumping social nécessite une modulation des droits de douane en fonction des normes sociales et environnementales.

NON NOUS NE VOULONS PAS FINIR COMME LES SALARIÉ-ES DE SOLVAY !

Alors que depuis des dizaines d'années la direction prétendait que la production était sans danger pour la santé et l'environnement, les salarié-es ont découvert qu'elles et ils avaient été exposé-es aux PFAS pendant toute leur carrière. Plutôt que de dépolluer son site et transformer sa production, la direction a décidé de fermer le site et licencier une centaine de salarié-es. Comme aucun relevé d'exposition n'a été réalisé, elles et ils n'ont droit à aucune mesure de réparation... et en plus sont licencié-es comme des malpropres !

LE 18 SEPTEMBRE, RESTONS MOBILISÉ-ES !

L'unité syndicale est indispensable pour gagner face au patronat et au gouvernement.

La CGT a pesé de tout son poids pour gagner un appel de l'ensemble des organisations syndicales à faire grève et manifester le 18 septembre prochain pour envoyer le budget Bayrou aux oubliettes de l'histoire et gagner des avancées sociales :

- ▶ **des moyens pour nos services publics, nos hôpitaux et nos écoles ;**
- ▶ **la justice fiscale : les ultra-riches et les grandes entreprises doivent payer !**
- ▶ **l'abrogation de la réforme des retraites ;**
- ▶ **l'augmentation des salaires ;**
- ▶ **la réindustrialisation du pays et l'arrêt des licenciements.**

Stop à l'omerta et à la loi du silence. Pour faire respecter nos droits et résister face à la direction, syndiquons-nous ! Avec la CGT, faisons le choix de l'indépendance face à la direction !

